



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE MERCREDI 30 AOÛT 2023

## ÉBOULEMENT EN MAURIENNE : ASSEZ DE LA MANIPULATION ! L'ÉTAT DOIT S'ATTELER À LA LIGNE EXISTANTE

Un important éboulement a eu lieu le dimanche 27 août. Cet incident doit nous interpeller. Rien n'a été fait pour assurer la sécurisation de ce pan de la montagne, alors même que les services de l'État ne pouvaient pas ignorer le risque avéré et signalé depuis 1975.

En effet, en février 1975 le rapport de l'ingénieur Pachoud, consacré à la sécurisation de la voie ferrée existante indiquait « rien ne peut empêcher la falaise de s'éroder et les blocs de tomber », « la prévention la meilleure serait la construction d'une galerie ou d'une casquette ou le détournement de la voie ferrée vers l'autre rive »

## Ainsi le rapport proposait des solutions qui ont été ignorées.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté les dernières déclarations de la Transalpine, lobby du LYON-TURIN, de Madame Emmanuelle Ducros, journaliste à la solde des intérêts privés ou encore ceux de Éric Fournier, maire de Chamonix qui visent à manipuler l'opinion. Instrumentaliser un évènement qui aurait pu être dramatique au profit de la promotion d'un chantier inutile est indécent. En tout état de cause, un deuxième tunnel transfrontalier Lyon-Turin ne protègera pas les usagers de la route et des TER qui circulent en Maurienne car ils continueront d'être exposés aux éboulements.

Nous nous étonnons des déclarations récentes du Capitaine de la Gendarmerie de Saint-Jean-De-Maurienne qui affirme que le phénomène « était attendu » par la Maison technique du département en charge du suivi du réseau routier.

## Ainsi, comment le risque d'incident avéré depuis 1975 n'a pas amené à la sécurisation de ce pan de la montagne ?

L'État devrait, au lieu de s'enliser dans la construction d'une deuxième voie couteuse et inutile qui ne serait de toute façon pas fonctionnelle avant l'horizon 2050, s'atteler à la sécurisation de la ligne existante qui est le seul moyen de développer le fret ferroviaire et supprimer l'équivalent d'un million de camions sur les routes entre la France et l'Italie là où le projet de deuxième Lyon-Turin n'affiche comme ambition que de baisser de 350 000 camions le trafic (Source SNCF), contrairement à ce qu'affirme le maire de Chamonix.